





GÉOMÈTRE-EXPERT
CONSEILLER VALORISER GARANTIR

**CHABERT GEOMETRE EXPERT
SELARL CGE**

Géomètre-expert DPLG – N° 4302
104 chemin des Tilleuls – 30100 ALES
Tel : 04 66 52 16 57
E-mail : chabert@geometre-ales.fr

ACTE FONCIER
PROCES VERBAL
CONCOURANT A LA
DELIMITATION DE LA
PROPRIETE DES PERSONNES
PUBLIQUES

Des chemins communaux dit «Rue André Schenk»
et «Chemin de Puech Couguiou »

Au droit de la propriété

Département du GARD

Commune de ST HILAIRE DE BRETHMAS

Section BA

Parcelles n°88, n°167

Appartenant à M. FLORES Jean Pierre

Fait à Alès, le 20 Avril 2023
Par M. Patrick CHABERT
Sous le N° d'ordre : 23027



A la requête de M. FLORES Jean Pierre, je, soussigné Patrick CHABERT, Géomètre-Expert à Alès, inscrit au tableau du conseil régional du Languedoc Roussillon sous le numéro 4302, ai été chargé de mettre en œuvre la procédure de délimitation de la propriété relevant du Domaine Public Routier identifié dans l'article 2 et dresse en conséquence le présent procès-verbal. Celui-ci est destiné à être annexé à l'arrêté d'alignement individuel correspondant, conformément à l'article L.112-1 du code de la voirie routière. Cet arrêté doit être édicté par la personne publique propriétaire ou gestionnaire du bien relevant du domaine public routier. Pour clore les opérations de délimitation de la propriété des personnes publiques, l'arrêté et le présent procès-verbal devront être notifiés par la personne publique à tout propriétaire riverain concerné et au géomètre-expert auteur des présentes.
Si la procédure n'est pas menée à son terme, la personne publique devra en informer le géomètre-expert.

Article 1 : Désignation des parties

Personne publique

La commune de Saint Hilaire de Brethmas représentée par M. Le Maire ayant reçu mandat par le Conseil municipal, propriétaire des voies communales nommées «Rue André Schenk» et «Chemin de Puech Couguiou» numérotée au plan cadastral sur la section BA inscrit au registre des voies communales de la commune

Propriétaires riverains concernés

1) Propriétaire des parcelles cadastrées commune de ST HILAIRE DE BRETHMAS (30560), section BA n°88, n°167.

Désignation des états civils :

* Monsieur FLORES Jean Pierre, en qualité de propriétaire, né le 15 novembre 1957 à ALES (GARD).
Demeurant 244 Rue André Schenk 30560 ST HILAIRE DE BRETHMAS.

Titre de propriété :

Au regard de l'acte dressé le 23/03/2000 par Me GRANIER Christian notaire à Alès

Article 2 : Objet de l'opération

La présente opération de délimitation a pour objet de fournir à la personne publique les éléments pour lui permettre :

- D'une part, de fixer de manière certaine les limites de propriété séparatives communes et(ou) les points de limites communs,
- D'autre part, de constater la limite de fait, par décision unilatérale, correspondant à l'assiette de l'ouvrage routier, y compris ses annexes s'il y a lieu,

Entre :

Les voies communales «Rue André Schenk» et «Chemin de Puech Couguiou»
et les parcelles cadastrées :

Commune de : ST HILAIRE DE BRETHMAS (30560)

Section	Lieu-dit ou adresse	Numéro	Observations
BA	Rue Andre Schenk	88	
BA	Rue Andre Schenk	167	

Article 3 : Modalité de l'opération

La présente opération est mise en œuvre afin :

- De respecter les prérogatives de la personne publique en matière de conservation d'un bien relevant de la domanialité publique artificielle
- De respecter les droits des propriétaires riverains, qu'ils soient publics ou privés
- De prévenir les contentieux, notamment par la méconnaissance de documents existants

3.1. Réunion

Afin de procéder à une réunion, le mardi 28 février 2023 à 13h30, ont été régulièrement convoqués par lettre simple en date du mercredi 8 février 2023 :

- Monsieur FLORES Jean Pierre- 244 Rue André Schenck 30560 ST HILAIRE DE BRETHMAS
- Commune de ST HILAIRE DE BRETHMAS - 1 chemin du Stade 30560 ST HILAIRE DE BRETHMAS

Au jour et heure dits, sous mon contrôle et ma responsabilité, M. LAVOINE Julien, collaborateur, a procédé à l'organisation de la réunion en présence :

- Monsieur FLORES Jean Pierre
- Commune de ST HILAIRE DE BRETHMAS – M. WILUS

3.2 Eléments analysés

Les documents présentés par les propriétaires riverains :

- Monsieur PANTEL Luc : Le plan de cessions dressé le 27/01/1995 par M. CHAZEL Daniel

Les documents présentés aux parties par le géomètre-expert soussigné :

- Le plan cadastral

Article 4 : Définition des limites de propriétés foncières

Considérant les éléments rappelés ci-dessus,

Définition et matérialisation des limites :

Les sommets et limites visés dans ce paragraphe ne deviendront exécutoires qu'après notification de l'arrêté par la personne publique aux propriétaires riverains concernés, et définitifs qu'à compter de l'expiration des délais de recours.

A l'issue de la présente analyse,

Après avoir entendu l'avis des parties présentes,

Le repère nouveau

- Pointe fer n°300

a été implanté

Les repères anciens

- Angle de mur n°58, n°15, n°204, n°203, n°235, n°234, n°233, n°223
- Axe buse n°301
- Axe fossé n°302
- Fin de mur n°25, n°305
- Angle de pilier n°241, n°239
- Mur n°236

ont été reconnus.



Les limites de propriété objet du présent procès-verbal de délimitation sont fixées suivant la ligne :

***Au Nord :** Pointe fer n°300 ; Angle de mur n°58 ; Fin de mur n°25 ; Angle de mur n°15, n°204, n°203 ; Axe buse n°301 ; Axe fossé n°302

***Au Sud :** Fin de mur n°305 ; Angle de pilier n°241, n°239 ; Mur n°236 ; Angle de mur n°235, n°234, n°233, n°223

Le plan du présent procès-verbal permet de repérer sans ambiguïté la position des limites et des sommets définis ci-dessus.

Article 5 : Constat de la limite de fait

A l'issue du constat de l'assiette de l'ouvrage public routier existant

Après avoir entendu l'avis des parties présentes,

la limite de fait correspond à la limite de propriété (voir article 4).

Article 6 : Mesures permettant le rétablissement des limites

Définition littérale des points d'appui :

- Angle de bâtiment

Tableau des mesures de rattachement et/ou tableau des coordonnées destinées à définir géométriquement les limites et permettre leur rétablissement ultérieur.

Article 7 : Régularisation foncière

La présente délimitation a permis de mettre en évidence la concordance entre la limite foncière de propriété et la limite de fait de l'ouvrage routier. Aucune régularisation foncière n'est à prévoir.

Article 8 : Observations complémentaires

Néant

Article 9 : Rétablissement des bornes ou repères

Les bornes ou repères qui viendraient à disparaître, définissant les limites de propriété ou limites de fait objet du présent procès-verbal et confirmées par l'arrêté auquel il est destiné, devront être remises en place par un géomètre-expert.

Le géomètre-expert, missionné à cet effet, procèdera au rétablissement desdites bornes ou repères après en avoir informé les propriétaires concernés, et en dressera procès-verbal. Ce procès-verbal devra relater le déroulement des opérations et les modalités techniques adoptées en référence au présent document.

A l'occasion de cette mission, et uniquement sur demande expresse des parties, le géomètre-expert pourra être amené à vérifier la position des autres bornes participant à la définition des limites de propriété ou des limites de fait objet du présent procès-verbal.

Ce procès-verbal sera notifié à la personne publique et aux propriétaires riverains.

Article 10 : Publication

Enregistrement dans le portail Géofoncier www.geofoncier.fr :

Les parties ont pris connaissance de l'enregistrement du présent procès-verbal dans la base de données GEOFONCIER, tenue par le Conseil supérieur de l'Ordre des géomètres-experts, suivant les dispositions de l'article 56 du décret n°96-478 du 31 mai 1996 modifié portant règlement de la profession de géomètre-expert et code des devoirs professionnels. Cet enregistrement comprend :

- La géolocalisation du dossier,
- Les références du dossier,
- La dématérialisation du présent procès-verbal, y compris sa partie graphique (plan, croquis...),
- La production du RFU (référentiel foncier unifié).

Conformément à l'article 52 dudit décret, ces documents seront communiqués à tout géomètre-expert qui en ferait la demande

Production du RFU :

Au terme de la procédure, il sera procédé à la production du RFU (Référentiel Foncier Unifié) en coordonnées géoréférencées dans le système légal en vigueur (RGF93, zone CC...), afin de permettre la visualisation dans le portail www.geo-foncier.fr.

Ne doivent pas être enregistrés dans le RFU les sommets et les limites de fait des ouvrages publics.

Article 11 : Protection des données

Les informations collectées dans le cadre de la procédure de bornage ou de reconnaissance de limites soit directement auprès des parties, soit après analyse d'actes présentés ou recherchés, font l'objet d'un traitement automatisé ayant pour finalité l'établissement du présent procès-verbal.

Ces informations sont à destination exclusive des bénéficiaires de droits sur les parcelles désignées à l'article 2, du géomètre-expert rédacteur, du Conseil supérieur de l'Ordre des géomètres-experts qui tient la base de données foncières dans laquelle doivent être enregistrés les procès-verbaux, et de toute autorité administrative en charge des activités cadastrales et de la publicité foncière qui pourra alimenter ses propres traitements à des fins foncières, comptables et fiscales dans les cas où elle y est autorisée par les textes en vigueur. Les informations relatives à l'acte sont conservées au cabinet du géomètre-expert sans limitation de durée.

Elles peuvent être transmises à un autre géomètre-expert qui en ferait la demande dans le cadre d'une mission foncière en application de l'article 52 du décret n° 96-478 du 31 mai 1996.

Compte tenu de l'évolution des technologies, des coûts de mise en œuvre, de la nature des données à protéger ainsi que des risques pour les droits et libertés des personnes, le géomètre-expert met en œuvre toutes les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir la confidentialité des données à caractère personnel collectées et traitées et un niveau de sécurité adapté au risque.

Conformément au Règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des données à caractère personnel, les parties disposent d'un droit d'accès et de rectification sur leurs données qui peut être exercé auprès du géomètre-expert.

Sous réserve d'un manquement aux dispositions ci-dessus, les parties peuvent introduire une réclamation auprès de la CNIL.

Procès-verbal des opérations de délimitation faites à Alès le 20 Avril 2023

Le géomètre-expert soussigné auteur des présentes

CADRE RESERVE A L'ADMINISTRATION

M. le Maire – Hôtel de ville - ST HILAIRE DE BRETHMAS

(Suivant l'arrêté d'alignement, délivré par la personne publique)

Copie conforme aux originaux déposés en nos archives et signés par les propriétaires concernés, comprenant 5 pages,



